

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VG MEYZIEU SAS

124 rue de la République
BP 108
69330 Meyzieu

Références : UDR_TESSP_24-267-RP
Code AIOT : 0006104002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement VG MEYZIEU SAS implanté 124 rue de la République 69330 Meyzieu. L'inspection a été annoncée le 19/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VG MEYZIEU SAS
- 124 rue de la République 69330 Meyzieu
- Code AIOT : 0006104002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VG MEYZIEU est spécialisée dans le packaging imprimé (impression et conception de

packaging).

La société VG MEYZIEU est autorisée par arrêté préfectoral du 03/12/2015 à l'exploiter son site de MEYZIEU pour les rubriques suivantes :

- 2445-1 Transformation du papier : régime de l'enregistrement depuis le décret n° 2021-1558 du 02/12/21 (anciennement autorisation) ;
- 2450-B.b Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support : régime de la déclaration (anciennement autorisation pour 2450-2 et déclaration pour 2450-3) ;
- 1510-3 Entrepôt couvert : régime de la déclaration
- 2910-A2 Appareil de combustion : régime de la déclaration
- 2925-1 Ateliers de charge d'accumulateur : régime de la déclaration

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 6.1.1 & 8.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan des dangers / plan intervention secours	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 8.1.1 & 8.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 8.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
4	Gestion eau incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 4.3.4 & 8.4.6	Demande d'action corrective	12 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	PGS	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 10.2.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- compléter son état des stocks et le plan des dangers à destination des services de secours ;
- justifier la disponibilité du débit d'eau incendie de 600m³/h par une mesure de débit simultanée sur les poteaux incendie identifiés dans la prescription visée ;
- mettre en place un dispositif automatique d'obturation destiné à assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées dans le réseau ;
- retenir la VLE réglementaire pour ses rejets atmosphériques (75mg/m³ de COV pour les 5 exutoires) ;
- lors d'un dépassement de VLE des COV en rechercher les causes , identifier les actions correctrices possibles et les mettre en œuvre dans la mesure du possible ;
- porter à la connaissance de Madame la préfète le remplacement prévu de la ligne 700 (à envoyer à ddpp-pe@rhone.gouv.fr) ;
- déposer chaque année sur GEREP son PSG.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 6.1.1 & 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : 6.1.1 L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges, notamment les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. 8.1.2 - L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Dans son rapport du 25/03/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'établir un état des stocks de l'ensemble des matières utilisées et de le mettre à jour a minima de manière hebdomadaire. L'inspection précise en préambule que la prescription visée en 2022 faisait référence à l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, mais que dorénavant l'établissement ne dispose plus d'installations soumises à autorisation depuis la modification de la nomenclature par le décret du 02/12/2021. Lors de la présence visite, l'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">• disposer d'un état des stocks en temps réel pour les encres, vernis, colles, papier, carton et à fréquence hebdomadaire pour l'alcool isopropylique ;• pouvoir se connecter au serveur de l'entreprise depuis un poste situé hors de l'entreprise pour éditer l'état des stocks ;• qu'une sauvegarde du serveur de l'entreprise est réalisé tout les jours sur un autre lieux géographique, également accessible à tout moment, permettant d'éditer un état des stocks de la veille L'exploitant présente l'état des stocks du 30/09/2024 (veille du jour de la visite) ainsi que le plan des locaux mentionnant les lieux de stockage des produits dangereux. L'inspection constate qu'il n'est ni indiqué sur l'état des stocks les mentions de dangers des produits dangereux ni leur emplacement. Il est indiqué sur le plan général des stockages les différents lieux de stockage de produits dangereux avec les mentions de danger associés et la quantité maximum de produits stockés. Après la visite, l'inspection constate qu'il n'est pas indiqué sur ce plan de mention de danger pour les encres et la colle (stock n°4).

Lors de la présente visite, l'inspection réalise un contrôle de cohérence de l'état des stocks sur deux produits dangereux qui s'avère correct.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de compléter son état des stocks en indiquant les mentions de danger des produits dangereux et la localisation de leur stockage. Ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Observation : l'exploitant vérifie s'il convient de compléter le plan général des stockages par les éventuelles mentions de danger de la colle et de l'encre
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan des dangers / plan intervention secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 8.1.1 & 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : 8.1.1 - L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques 8.2.4 - L'installation est dotée (...) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local
Constats : Dans son rapport du 25/03/2022, l'inspection avait constaté que le plan présenté était difficilement lisible et avait demandé à l'exploitant d'établir un plan lisible permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Lors de la visite l'exploitant présente un plan du bâtiment (daté du 11/07/2022) avec : - les localisations des stockages de produits chimiques avec les mentions de danger associés ; - des zones identifiées par des couleurs mais sans légende ; - la représentation des lignes de production. L'inspection constate l'absence sur le plan de légende et d'orientation du Nord et considère de l'identification de la zone d'activité n'est pas évidente. Le plan de masse (n°05) figurant dans le dossier de demande d'autorisation de décembre 2014 est plus clair sur ce point (code couleur plus simple et légende associée) pour faciliter l'intervention des services de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de compléter le plan présenté en indiquant :

- la zone de stockage des produits combustibles et le risque incendie associé
- la zone de production et le risque incendie associé
- les bureaux et le cas échéant le risque incendie associé
- le Nord

Le plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 8.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'au minimum 7 points d'eau incendie normalisé (PI) capables de fournir un débit cumulé de 600 m³/h dont notamment:

- à l'intérieur du site du PI d'un diamètre nominal de 100 mm existant (n° 10141) ;
- à l'extérieur du site de 5 PI d'un diamètre nominal de 150 mm existants (n° 2917-5601-4902-13418-12884) et d'un PI d'un diamètre nominal de 100 mm existant (n° 5586) ;
- pour chacun des point d'eau incendie normalisé (PI), l'exploitant fournit une attestation garantissant sa conformité aux normes, son débit maximum à 1 bar (de pression résiduelle) et réalise une mesure de débit en simultanée sur les poteaux « 5586-10141-4902 » et « 12884-2917-13418 »

Constats :

Dans son rapport du 25/03/2022, l'inspection avait pris connaissance du rapport de vérification des poteaux incendie établi par Aquarem en date du 22 décembre 2016 et demandé à l'exploitant de mettre en conformité les poteaux incendie afin de disposer d'un débit cumulé de 600m³/h.

Lors de la présente visite, l'exploitant se réfère au rapport Aquarem de 2016 en indiquant qu'une mesure en simultanée sur trois poteaux incendie a donné un débit de 528m³/h. En plus de ces trois poteaux, 4 autres peuvent être mobilisés (3 sur la voie public et 1 sur le site associé à une réserve de 120m³/h soit un débit de 60m³/h). Au regard de ces données, l'exploitant estime disposer des 600m³/h.

L'inspection constate :

- que les mesures de débits en simultanés réalisés par Aquarem en 2016 (série 1 : PI2917-12888-12889 et série 2 : PI12887-12888-12889) ne correspondent pas à celles imposées par la prescription visée ;
- que deux poteaux de la série 1 (12888-12889) et les trois poteaux de la série 2 (12887-

12888-12889) ne figurent pas parmi les 7 poteaux visés par la prescription contrôlée. Aussi, les résultats des mesures simultanées des débits des poteaux incendie réalisées par Aquarem ne peuvent pas être prises en compte ;

- qu'il ne figure pas le PI 4902 sur le plan d'Aquarem (peut-être a-t-il été renommé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant sous 6 mois, de justifier la disponibilité du débit d'eau incendie de 600m³/h par une mesure de débit simultanée sur tout ou partie des poteaux incendie identifiés dans la prescription visée. Ce justificatif sera tenu à disposition de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Gestion eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 4.3.4 & 8.4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

4.3.4 - Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont confinées au niveau du quai de déchargement

8.4.6 - Ce confinement est assurée notamment par les quais et fosses présents dans l'installation. La capacité de confinement des eaux d'extinction est en permanence supérieure à 750m³. Un dispositif automatique d'obturation destiné à assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées dans le réseau est mis en place dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté pour empêcher le rejet des eaux d'extinction incendie dans le milieu.

Constats :

Dans son rapport du 25/03/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place un système obturateur sur le réseau d'eau pluvial du quai destiné à faire rétention et équiper l'ensemble du réseau d'eau pluviale de vannes de rétentions et de déshuileur.

Lors de la présente visite, l'exploitant indique :

- avoir fait installer en 2022, en amont des deux puits d'infiltration qui n'en étaient pas équipé un séparateur d'hydrocarbure et une vanne martelière à dispositif manuel. L'exploitant a transmis en 2022 le procès verbal de réception de travaux pour l'installation des séparateurs d'hydrocarbures ;
- que les trois ouvrages d'infiltration du site sont maintenant équipés d'un séparateur d'hydrocarbure en amont et d'une vanne martelière. De la sorte, le quai destiné à servir de rétention des eaux d'extinction incendie peut maintenant être isolé du réseau des eaux pluviales et jouer son rôle de rétention par la fermeture des vannes martelières. Par contre, l'exploitant indique qu'il n'a pas établi de procédure pour la fermeture des vannes martelières, mais que cela incombera, en cas de besoin, au service maintenance qui est

présent 24h/24 en semaine sur le site.

Lors de la présente visite, l'exploitant tourne les manivelles actionnant la fermeture des vannes martelières. L'inspection ne peut pas contrôler leur fermeture car elles sont protégées par une plaque en fonte qui empêche de les voir et qui ne peut pas aisément être soulevées.

L'inspection constate que le dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie n'est pas automatique.

L'exploitant indique qu'il va étudier la possibilité de mettre en place un dispositif automatique de fermeture des vannes martelières asservies à la détection incendie du bâtiment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 12 mois de mettre en place un dispositif automatique d'obturation destiné à assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées dans le réseau. L'inspection précise être favorable à la mise en place d'un asservissement de ce dispositif à la détection incendie du bâtiment. Dans ce cas, il faudra prévoir une vérification périodique du bon fonctionnement de l'asservissement. En attendant, l'exploitant rédige, sous 1 mois, une procédure indiquant les personnes responsables de la fermeture des vannes martelières en cas de besoin et réalise un exercice pour que ces personnes connaissent les actions à réaliser et sachent parfaitement les exécuter. Cet exercice devra être régulièrement répété.

La procédure est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

Les concentrations en COV rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures à la valeur limite de 75mg/Nm3 pour les exutoires : 700-2 E1 / 700-2 E2 ; 700-2 S / KBA Ventilation solvant / KBA sortie de ligne.

Constats :

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis les rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisés par SOCOTEC les 30/01/2023 et 23/02/2024. Les mesures ont été réalisées sur les 5 exutoires réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'inspection constate que l'exploitant a retenu pour 2023 une VLE en concentration de 110mg/m³ au lieu de 75mg/m³.

L'inspection constate dans le rapport du 30/01/2023 que les rejets des installations «700-2 sortie de ligne» et «KBA ventilation solvant» sont respectivement de 104 mg/m³ et 84mg/m³, soit à des valeurs supérieures à la VLE.

Dans le rapport du 23/02/2024, tous les résultats des mesures sont conformes à la VLE.

Lors de la présente visite l'exploitant indique :

- qu'il n'avait pas identifié l'erreur de VLE de 2023 et donc qu'il n'avait pas été alerté de son dépassement,
- ne pas avoir d'explication pour ces dépassements. Il précise qu'aucun exutoire n'est muni de dispositif de traitement des rejets atmosphériques ;
- que la ligne 700 qui comprend 3 exutoires sera remplacée d'ici la fin de l'année 2024 par une nouvelle ligne qui comprendra 2 exutoires et qu'il étudiera à cette occasion la possibilité de mise en place d'un traitement des rejets atmosphériques.

L'inspection précise que la substitution des produits contenant des solvants constitue également une voie que doit approfondir l'exploitant et la mettre en œuvre dans la mesure du possible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de respecter la VLE réglementaire pour ses rejets atmosphériques (75mg/m3 de COV pour les 5 exutoires) ;
- de rechercher les causes lors d'un dépassement de la VLE, d'identifier les actions correctrices et les mettre en œuvre dans la mesure du possible ;
- de porter à la connaissance de Madame la préfète, en vertu de l'article L.181-14 du code de l'environnement, le remplacement prévu de la ligne 700, en précisant l'évolution des impacts et des risques associés, notamment sur les émissions atmosphériques. A cette occasion, l'exploitant procédera à une actualisation du tableau d'activité du site. L'envoi sera à réaliser à : ddpp-pe@rhone.gouv.fr.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 10.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et informe des actions visant à réduire leur consommation

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas déposé sur GEREPE de plan de gestion de solvants (PGS) pour les années 2020 à 2023.

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis les synthèses des PGS 2022 et 2023.

Lors de la présente visite l'exploitant présente son tableau lui permettant d'établir chaque année son PGS. L'exploitant indique qu'il pourra déposer à l'avenir sur GEREPE ce tableau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant dès la prochaine campagne GEREP de déposer son plan de gestion des solvants sur cette plateforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois